

## **INDONÉSIE**

### **Les attentats en Papouasie ne sauraient justifier les violations des droits humains**

*Index AI : ASA 21/122/02*

#### **DÉCLARATION PUBLIQUE**

À la suite d'une attaque armée qui a fait trois morts dans la province de Papouasie samedi 31 août 2002, Amnesty International a appelé aujourd'hui (lundi 2 septembre 2002) le gouvernement indonésien à respecter les droits humains dans ses opérations de recherche des responsables de cet attentat.

Un Indonésien et deux ressortissants des États-Unis ont été tués par des hommes armés qui ont ouvert le feu sur les véhicules dans lesquels ils se trouvaient. L'attaque a eu lieu à proximité de la grande mine d'or et de cuivre PT Freeport Indonesia, qui appartient à une société nord-américaine et est située à Tembagapura, dans le district de Mimika (province de Papouasie, anciennement désignée sous le nom d'Irian Jaya). Les trois victimes étaient semble-t-il des enseignants d'une école internationale destinée aux employés de Freeport. Au moins dix autres personnes ont été blessées dans cet attentat. Par ailleurs, une personne a déjà été tuée dans le cadre des opérations militaires destinées à retrouver les auteurs de cette attaque. Selon des observateurs locaux de la situation des droits humains, cette victime serait un civil, et non un membre d'un groupe armé.

Amnesty International a condamné cet attentat – tout comme elle condamne le fait que des civils soient pris pour cible par des groupes armés ou des membres de forces de sécurité gouvernementales. Les autorités indonésiennes ont l'obligation de traduire les responsables de ces actes en justice. Toutefois, l'organisation craint que ces événements ne soient utilisés pour justifier des opérations menées sans discernement contre des civils papous, notamment des militants indépendantistes. Par le passé, les attaques armées des forces de sécurité indonésiennes se sont traduites par des violations flagrantes des droits humains.

Les autorités indonésiennes ont accusé l'*Organisasi Papua Merdeka* (OPM, Organisation de la Papouasie libre), groupe

armé d'opposition, d'être responsable de cet attentat, et ont lancé des opérations militaires pour en capturer les auteurs. D'après des informations non confirmées parues dans les médias, 15 personnes auraient déjà été arrêtées. Or, la torture en détention est monnaie courante en Papouasie. La sécurité de toute personne arrêtée dans le cadre de cette opération est donc gravement menacée.

De son côté, l'OPM a démenti toute implication dans les homicides du 31 août. Des observateurs locaux ont aussi exprimé leurs doutes à ce sujet, notamment parce qu'il ne semble pas que l'OPM – dont les membres sont pour la plupart équipés d'armes très simples, telles que des arcs et des flèches – dispose de moyens suffisants en armes et en munitions pour mener de telles attaques. Selon les médias, les agresseurs ont utilisé des fusils automatiques de type F16 et SS1, qui sont ceux dont sont habituellement équipés les soldats des forces de sécurité indonésiennes.

L'éventualité d'une implication de l'armée dans cette attaque a donc été évoquée. Ce ne serait pas la première fois que des militaires indonésiens seraient soupçonnés d'avoir provoqué des attaques armées ou d'autres troubles en Papouasie ou ailleurs ces dernières années.

Le flou qui entoure les circonstances de ces homicides souligne la nécessité d'entreprendre immédiatement une enquête impartiale et efficace sur ces événements. Tout suspect devrait être inculqué d'infractions prévues par la loi et jugé dans des conditions conformes aux normes internationales relatives à l'équité des procès.

La société Freeport a aussi la responsabilité de veiller à ce qu'une enquête indépendante et efficace soit menée, et devrait faire pression sur le gouvernement indonésien pour que l'équipe chargée de cette enquête dispose du mandat, des ressources et des compétences nécessaires. Étant donné les doutes qui existent sur la crédibilité de précédentes enquêtes menées par les autorités indonésiennes, il est particulièrement indispensable de s'assurer de l'impartialité des membres de l'équipe chargée de celle-ci. La présence d'experts internationaux dans cette équipe lui

conférerait une plus grande crédibilité. Par ailleurs, les conclusions de cette enquête devraient être rendues publiques.

Enfin, Freeport doit aussi utiliser son influence pour dissuader les forces de sécurité indonésiennes de commettre des violations des droits humains dans le cadre des opérations destinées à capturer les meurtriers des trois enseignants. Cette société doit veiller à ce que les membres des forces armées chargés de la sécurité de la mine soient formés à l'application concrète des normes relatives aux droits humains. En outre, Freeport ne doit en aucun cas fournir des équipements aux forces de sécurité indonésienne si elle ne peut garantir que ces équipements ne seront pas utilisés pour commettre des violations des droits humains, ou en lien d'une manière ou d'une autre avec de telles violations.

#### **Complément d'information**

L'opposition à la souveraineté indonésienne en Papouasie existe depuis les années 1960, lorsque ce territoire sous domination des Pays-Bas a été rattaché à l'Indonésie. Ce rattachement a été confirmé, en 1969, par un référendum organisé sous le contrôle des Nations unies, mais qui, pour beaucoup de Papous, a été entaché par de nombreuses irrégularités. Les opérations anti-insurrectionnelles menées par les forces de sécurité indonésiennes contre les militants indépendantistes se sont traduites par des violations flagrantes des droits humains, telles que des exécutions extrajudiciaires, des « disparitions », des actes de torture et des arrestations arbitraires.

L'an dernier, en réaction au meurtre de neuf personnes, dont cinq membres de la *Brigade Mobil (Brimob)*, brigade de police mobile), dans le district de Manokwari, cette brigade a lancé une opération de six mois au cours de laquelle au moins sept personnes auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires. Une huitième est morte en détention des suites d'actes de torture, et quelque 140 autres ont été arrêtées, torturées ou soumises à d'autres mauvais traitements. De graves atteintes aux droits humains ont aussi été commises pendant les deux années d'opérations militaires qui ont suivi la libération d'un groupe de chercheurs

internationaux et nationaux pris en otage par l'OPM dans le district de Mapnduma, en 1996.

La *Tentara Pembebasan Nasional (TPN)*, Armée de libération nationale), branche armée de l'OPM, s'est aussi rendue coupable d'atteintes aux droits humains par le passé, telles que l'enlèvement des chercheurs dans le district de Mapnduma en 1996 et l'assassinat de colons originaires d'autres parties de l'Indonésie dans la ville de Wamena, en octobre 2000. Elle a également mené à plusieurs reprises des attaques contre des postes militaires et de police. Enfin, au fil des ans, les installations de Freeport ont subi un certain nombre d'attaques, dont certaines ont été attribuées à l'OPM. Toutefois, l'assassinat de ressortissants étrangers constituerait une rupture par rapport à ses activités antérieures.

L'exploitation des ressources naturelles par des compagnies nationales et transnationales alimente les revendications indépendantistes. La mine PT Freeport Indonesia est au cœur de la controverse. En effet, elle est souvent accusée d'avoir, par ses activités, porté atteinte aux droits des peuples indigènes et détruit l'environnement. Des éléments prouvant que les forces de sécurité stationnées autour de cette mine avaient commis des violations des droits humains ont été largement diffusés au milieu des années 1990. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>**